

Madame et Monsieur Michel **BABAZ**
24, rue du Serre Paix - Bt A
Les Balcons de Briançon.
05100 **BRIANCON**
Tel : 04.92.20.25.79
Fax : ----- 26.04
www.inventions-babaz.com

à **ASSEMBLEE NATIONALE**
Monsieur André VALLINI
Monsieur Jean-Louis DEBRE
Mesdames, Messieurs les DEPUTES.
101, rue de l'Université
75007 **PARIS**

OBJET : INVENTEUR VICTIME D'ETAT

Briançon, le 20 Février 2006

Mesdames, Messieurs.

Dans le cadre des travaux d'enquête et de réflexion de la commission d'Outreau, vous serez certainement comme logiquement amenés à auditionner d'autres victimes et après un parcours judiciaire qui dure depuis plus de 5 ans, je souhaite témoigner de graves dysfonctionnements mettant en cause le système judiciaire et plus particulièrement le Juge **VIGNAL** – Cour d'Appel de Grenoble – Juge **CLOZEL-TRUCHE** (anciennement juge commissaire au T.G.I. de Bourgoin) - **Me BERMOND** - Mandataire Judiciaire à Bourgoin.

Ci-dessous un des paragraphes du mémoire déposé en Janvier 2006 par mon avocat auprès de la Cour de Cassation, faisant apparaître un des motifs qui me permet de condamner sans retenue ces personnes.

« La Cour d'appel, par un tel motif, manifestement ne s'est pas expliquée sur le moyen dont elle était saisie et n'a aucunement analysé les pièces produites en soutien, fut-ce sommairement, démontrant que les Brevets étaient bien délivrés et publiés et, partant, elle a violé l'article 455 du nouveau code de procédure civile ».

Je suis dans ma 60^{ème} année avec une certaine expérience de la vie et de par mon parcours professionnel et ayant une épouse qui a fait carrière comme greffière, j'aimerais pouvoir témoigner et émettre des idées simples qui pourraient vous apporter des éléments pour améliorer notre système judiciaire et plus particulièrement en matière civile comme commerciale.

En vous remerciant par avance de l'intérêt que vous porterez à ma demande, je vous prie de croire, Mesdames, Messieurs, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



P. J. - Courrier adressé le 13/02/2006 à Monsieur le Procureur Général
(Cour d'Appel de Grenoble).